

Art. 2. De klassenraden van de inrichtingen voor gespecialiseerd onderwijs hebben de vrijheid zelf te bepalen welke leerlingen aan de externe evaluatie onderworpen worden in functie van de schoolkennis opgedaan door iedereen.

Art. 3. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2015.

Brussel, 25 februari 2015.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-presidente en Minister van Onderwijs, Cultuur en Jong Kind,
Mevr. J. MILQUET

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2015/29129]

25 FEVRIER 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégation de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 87, modifié par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française – Ministère de la Communauté française;

Sur proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégation de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, il est inséré un article 70/1 rédigé comme suit :

« Art. 70/1. § 1^{er}. Délégation de compétence est donnée au directeur général de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique pour signer :

1° les arrêtés d'agrément des professionnels des soins de santé pris en application de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, ainsi que pour les décisions de reconnaissance de diplômes européens prises en application du chapitre IVbis du même arrêté royal;

2° les décisions de maintien d'agrément, lorsqu'un avis positif a été remis par l'organe d'avis compétent;

3° l'approbation des plans de stages des candidats médecins spécialistes, candidats médecins généralistes, candidats dentistes spécialistes, candidats dentistes généralistes et candidats pharmaciens hospitaliers, l'approbation des modifications de ces plans de stage, ainsi que toutes les décisions prises en rapport avec ces plans de stage, pris en application de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967;

4° les décisions relatives aux arrêts de formation pour l'obtention d'un titre professionnel particulier réservé aux praticiens de l'art médical ou aux praticiens de l'art dentaire, prises, soit à la demande du candidat, soit sur base du constat, par la commission d'agrément compétente, de l'abandon de cette formation par le candidat;

5° les décisions relatives à la suspension de l'agrément des médecins généralistes, visés à l'article 26, § 2, de l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités de l'agrément des médecins spécialistes et des médecins généralistes, et à la suspension de l'agrément des praticiens de l'art dentaire, visés à l'article 25, § 2, de l'arrêté royal du 10 novembre 1996 fixant les modalités de l'agrément des praticiens de l'art dentaire titulaires d'un titre professionnel particulier;

6° les décisions positives relatives aux demandes d'agrément pour l'obtention d'un titre professionnel particulier d'infirmier spécialisé ou d'une qualification professionnelle particulière d'infirmier ayant une expertise particulière, prises en application de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967;

7° les décisions positives relatives aux demandes d'attestation d'enregistrement comme aide soignant, pris en application de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967;

8° les décisions positives relatives aux demandes d'agrément pour l'obtention d'un titre professionnel particulier ou d'une qualification professionnelle particulière en kinésithérapie prises en application de l'arrêté royal du 15 avril 2002 relatif à l'agrément en qualité de kinésithérapeute et à l'agrément des titres particuliers et des qualifications particulières;

9° les décisions positives concernant l'enregistrement des formations permanentes de sage-femme visées à l'article 21 novies et decies/1 de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967;

10° les approbations des formations continues des pharmaciens hospitaliers, lorsqu'un avis positif a été remis par l'organe d'avis compétent, prises en application de l'arrêté royal du 22 octobre 2012 fixant la procédure relative à l'agrément du titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier;

11° les attestations de conformité d'un titre de formation à la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;

12° les décisions de l'irrecevabilité d'une demande d'introduction ou de modification de plan de stage pour les professions de l'art médical et pharmaceutiques visées par l'arrêté royal n°78 du 10 novembre 1967;

13° les décisions de l'irrecevabilité d'une demande d'enregistrement pour la profession d'aide-soignant visée par l'arrêté royal n°78 du 10 novembre 1967;

14° les décisions de l'irrecevabilité d'une demande de reconnaissance professionnelle pour les professions visées par l'arrêté royal n°78 du 10 novembre 1967;

15° les décisions de l'irrecevabilité d'une demande de titre professionnel particulier ou d'une qualification professionnelle particulière pour les professions de l'art infirmier visées par l'arrêté royal n°78 du 10 novembre 1967;

16° les décisions de l'irrecevabilité d'une demande d'agrément pour l'obtention d'un titre professionnel particulier ou d'une qualification professionnelle particulière en kinésithérapie visées à l'arrêté royal du 15 avril 2002 relatif à l'agrément en qualité de kinésithérapeute et à l'agrément des titres particuliers et des qualifications particulières;

17° les arrêtés de nomination des membres des commissions d'agrément remplaçant les membres démissionnaires.

§ 2. La délégation visée au § 1^{er}, 1°, 3° et 10°, sera cependant limitée aux cas suivants :

1° aux cas d'agrément des professionnels des soins de santé, non litigieux, conformément à un avis favorable de la chambre ou de la commission d'agrément compétente et n'ayant pas fait l'objet d'une procédure d'appel;

2° aux cas non litigieux de reconnaissance de diplômes européens;

3° aux cas ordinaires et non litigieux des approbations et des décisions concernant les plans de stage, visées au § 1^{er}, 3°, conformément à un avis favorable de la chambre ou de la commission d'agrément compétente et n'ayant pas fait l'objet d'une procédure d'appel.

§ 3. Les décisions d'agrément des professionnels des soins de santé prises après appel contre un avis de la chambre ou de la commission, et sur avis du conseil compétent siégeant en appel, restent soumises à la signature du ministre ayant l'agrément des professions des soins de santé dans ses attributions.

§ 4. Les approbations et les décisions concernant des plans de stage visées au § 1^{er}, 3°, prises après appel contre un avis de la chambre ou de la commission, et sur avis du Conseil compétent siégeant en appel, restent soumises à la signature du ministre ayant l'agrément des professions des soins de santé dans ses attributions.

§ 5. Le directeur général de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique ne peut subdéléguer les compétences visées au § 1^{er} qu'à un membre du personnel de niveau 1 au moins. ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2014.

Art. 3. Le membre du Gouvernement ayant la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 février 2015.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29129]

25 FEBRUARI 2015. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap, wordt een artikel 70/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 70/1. § 1^{er}. Delegatie wordt verleend aan de directeur-generaal van de algemene directie niet verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek voor de ondertekening van :

1° de besluiten tot erkenning van de professionelen inzake gezondheidszorg met toepassing van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, alsook de beslissingen tot erkenning van Europese diploma's, genomen bij toepassing van hoofdstuk IV bis van hetzelfde koninklijk besluit;

2° de beslissingen tot behoud van de erkenning, wanneer een gunstig advies door het bevoegde adviesorgaan werd uitgebracht;

3° de goedkeuring van de stageplannen van de kandidaat-artsen-specialisten, kandidaat-algemeen geneeskundigen, kandidaat-tandartsen-specialisten, kandidaat-algemeen tandartsen en kandidaat-ziekenhuisapothekers, de goedkeuring van de wijziging van die stageplannen, alsook alle beslissingen die in verband met die stageplannen werden genomen bij toepassing van het koninklijk besluit n° 78 van 10 november 1967;

4° een beslissing betreffende de beëindiging van de opleiding voor het behalen van een bijzondere beroepstitel bestemd voor de beoefenaars van de geneeskunde of voor de beoefenaars van de tandheelkunde, die worden genomen, ofwel op aanvraag van de kandidaat, ofwel op grond van de vaststelling, door de bevoegde erkenningscommissie, dat de kandidaat die opleiding niet meer volgt;

5° de beslissingen betreffende de opschorting van de erkenning van de algemeen geneeskundigen, bedoeld in artikel 26, § 2, van het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor erkenning van geneesheren-specialisten en van huisartsen, en betreffende de opschorting van de erkenning van de beoefenaars van de tandheelkunde, bedoeld in artikel 25, § 2, van het koninklijk besluit van 10 november 1996 tot vaststelling van de erkenningsmodaliteiten van de beoefenaars van de tandheelkunde, houders van een bijzondere beroepstitel;

6° de gunstige beslissingen betreffende de aanvragen om erkenning voor het behalen van de bijzondere beroepstitel van gespecialiseerd verpleger of van de bijzondere beroepskwalificatie van verpleegkundige met een bijzondere deskundigheid, genomen bij toepassing van het koninklijk besluit nr. 78 van 18 november 1967;

7° de gunstige beslissingen betreffende de aanvragen voor het bekomen van een attest van registratie als zorgkundige, genomen bij toepassing van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967;

8° de gunstige beslissingen betreffende de aanvragen om erkenning voor het behalen van een bijzondere beroepstitel of een bijzondere beroepsbekwaamheid in de kinesitherapie, genomen bij toepassing van het koninklijk besluit van 15 april 2002 betreffende de erkenning als kinesitherapeut en de erkenning van bijzondere beroepstitels en bijzondere bekwaamheden;

9° de gunstige beslissingen betreffende de registratie van permanente opleidingen als vroedvrouw, bedoeld in artikel 21 novies et decies/1 van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967;

10° de goedkeuring van de voortgezette opleidingen van de ziekenhuisapothekers, wanneer een gunstig advies door het bevoegde adviesorgaan werd uitgebracht, genomen bij toepassing van het koninklijk besluit van 22 oktober 2012 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker;

11° een attest waarbij wordt bevestigd dat een opleidingstitel in overeenstemming is met richtlijn 2005/36/EG betreffende de erkenning van beroepskwalificaties;

12° de beslissingen betreffende de onontvankelijkheid van een aanvraag om indiening of wijziging van een stageplan voor de geneeskundige beroepen en de farmaceutische beroepen bedoeld bij het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967;

13° de beslissingen betreffende de onontvankelijkheid van een aanvraag om registratie voor het beroep zorgkundige bedoeld bij het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967;

14° de beslissingen betreffende de onontvankelijkheid van een aanvraag om erkenning van een beroep voor de beroepen bedoeld bij het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967;

15° de beslissingen betreffende de onontvankelijkheid van een aanvraag om bijzondere beroepstitel of een bijzondere beroepsbekwaamheid voor de verpleegkundige beroepen bedoeld bij het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967;

16° de beslissingen betreffende de onontvankelijkheid van een aanvraag om erkenning voor het behalen van een bijzondere beroepstitel of een bijzondere beroepsbekwaamheid in de kinesitherapie bedoeld bij het koninklijk besluit van 15 april 2002 betreffende de erkenning als kinesitherapeut en de erkenning van bijzondere beroepstitels en bijzondere bekwaamheden;

17° de besluiten betreffende de benoeming van de leden van de erkenningscommissies tot vervanging van de ontslagnemende leden.

§ 2. De in § 1, 1°, 3° en 10° bedoelde delegatie wordt echter beperkt tot de volgende gevallen :

1° de gevallen betreffende de erkenning van de professionelen inzake gezondheidszorg waarover geen twist bestaat, overeenkomstig een gunstig advies van de bevoegde kamer of erkenningscommissie en waarvoor geen beroepsprocedure werd ingesteld;

2° de niet betwiste gevallen inzake erkenning van Europese diploma's;

3° de gewone en niet betwiste gevallen betreffende de goedkeuring en de beslissingen in verband met de stageplannen, bedoeld in § 1, 3°, overeenkomstig een gunstig advies van de bevoegde kamer of erkenningscommissie en waarvoor geen beroepsprocedure werd ingesteld.

§ 3. De beslissingen tot erkenning van de professionelen inzake gezondheidszorg die werden genomen nadat een beroep werd ingesteld tegen een advies van de kamer of van de commissie, en op advies van de bevoegde raad van beroep, blijven onderworpen aan de ondertekening van de minister bevoegd voor de erkenning van de gezondheidszorgberoepen.

§ 4. De in § 1, 3° bedoelde goedkeuringen en beslissingen betreffende de stageplannen die werden genomen nadat een beroep werd ingesteld tegen een advies van de kamer of van de commissie, en op advies van de bevoegde raad van beroep, blijven onderworpen aan de ondertekening van de minister bevoegd voor de erkenning van de gezondheidszorgberoepen.

§ 5. De directeur-generaal van de algemene directie niet verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek kan de in § 1 bedoelde bevoegdheden alleen aan een personeelslid van ten minste niveau 1 subdelegeren.”.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2014.

Art. 3. Het lid van de Regering bevoegd voor de ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 februari 2015.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT